

[RESPECTÉS]

Suppressions de postes

Budget : des choix lamentables

En 2010

Le projet de budget 2010 pour l'Éducation nationale fait apparaître **14 744 suppressions d'emplois**.

- **Pour l'essentiel il s'agit de 14 144 postes de stagiaires enseignants et CPE.** Pas de surprise, c'est bien là la raison d'être d'une réforme de la formation des enseignants pas encore bouclée mais qui s'annonce calamiteuse.
- **Les 600 autres postes supprimés sont ceux de personnels administratifs,** qui payent un lourd tribut à la politique gouvernementale et à sa majorité.

Depuis 2006

En quatre ans, ce sont **22 278 postes de personnels titulaires**, dont 2 500 personnels administratifs et 22 405 postes de stagiaires qui auront été supprimés.

S'il est une promesse qui aura été tenue, c'est bien le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Conséquences pour l'école

Le ministère se contente d'afficher la présence d'enseignants devant les élèves. C'est tout de même le moins et c'est ce qu'il nomme une « rentrée techniquement réussie » !

Mais cela cache des réalités moins flatteuses :

- **Les effectifs par classe tendent à gonfler.** Comme ce phénomène est surtout perceptible dans les établissements les plus recherchés du fait de la suppression de la carte scolaire, il est plus ou moins accepté. Mais cela n'empêche pas qu'il s'agit bien d'une dégradation des conditions de travail !
- **Les postes sur plusieurs établissements se généralisent.**
- **Les marges de manœuvre** dont disposaient les établissements sont réduites à néant
- **Les remplacements** vont être de plus en plus acrobatiques
- Et pour compenser, malgré le contexte de chômage massif des jeunes, le ministère recourt aux **heures supplémentaires et à l'emploi précaire.**

Moins d'école et plus de précarité

Les coupes budgétaires sont donc le moyen d'appliquer le principe Sarkozyen du « *travailler plus pour gagner plus* », de développer la précarité, de réduire la capacité de l'Éducation nationale à répondre aux besoins des élèves. **Elles dégradent autant les conditions de travail que l'offre éducative.**

Ces coupes ne réduiront même pas un déficit budgétaire que la politique fiscale du gouvernement ne cesse de creuser, mais surtout elles cassent l'investissement le plus essentiel, celui que la nation doit faire pour sa jeunesse et la formation.

Engageons-nous dans les mobilisations organisées par le Sgen-CFDT, lettres aux parlementaires, cartes doléances, sensibilisation de la population...



www.sgen.cfdt.fr